

tenue sous la présidence de Monsieur CLEN, assisté(e)
de Madame CUNY et Madame LEJEUNE, Conseillères
En présence de Monsieur DEDEREN, Rapporteur public
Madame SOLANA, Greffière

09 heures 00

01)	DOSSIER N° 2401554	RAPPORTEURE: Madame Lucie CUNY
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 12 février 2024 portant retrait de la carte professionnelle en qualité d'agent privé de sécurité.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur A	KHITER SAMIA (Cour)
Défendeur	CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE	Directeur
02)	DOSSIER N° 2302403	RAPPORTEURE: Madame Lucie CUNY
Titre de l'affaire	Demande de condamnation au versement de la somme de 50 718,74 euros HT en réparation des préjudices subis à la suite de l'implosion de la gaine de désenfumage au centre des congrès Pierre Baudis à Toulouse (31).	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SOCIETE TOULOUSE EVENEMENTS	THORRIGNAC AVOCATS
Défendeur	SOCIETE BETEM INGENIERIE	INTER-BARREAUX RAFFIN & ASSOCIES (Cour)
	SA APAVE	SELARL BERTHIAUD ET ASSOCIES
	SA APAVE SUD EUROPE	SELARL BERTHIAUD ET ASSOCIES
	STE CEGELEC OCCITANIE TERTIAIRE VENANT AUX DROITS DE LA STE FOURNIE GROSPAUD TOULOUSE	SCP CARCY-GILLET (Cour)
	SAS DETECTION ELECTRONIQUE FRANCAISE	CABINET BALON
Intervenant	SOCIETE APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE VENANT AUX DROITS DE LA STE APAVE SUDEUROPE	SELARL BERTHIAUD ET ASSOCIES

09 heures 00

03)	DOSSIER N° 2300241	RAPPORTEURE: Madame Adèle LEJEUNE
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite de rejet du recours gracieux du 13 septembre 2022 demandant de prendre les mesures appropriées pour garantir le respect des droits des patients concernant les pratiques de contention et d'isolement.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	ASSOCIATION COMMISSION DES CITOYENS POUR LES DROITS DE L'HOMME FRANCE	CABINET FRANCOIS JACQUOT (Cour)
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER ARIEGE COUSERANS	Maître SÉRÉE DE ROCH Ludovic (Cour)
04)	DOSSIER N° 2300560	RAPPORTEURE: Madame Adèle LEJEUNE
Titre de l'affaire	Demande de condamnation au versement de la somme de 152 975,20 euros en paiement des réparations effectuées relatives aux désordres apparus à la suite de la construction d'une station d'épuration et d'un collecteur de transfert sur la commune de Plaisance (12).	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	COMMUNE DE PLAISANCE	THESIAS AVOCATS (Cour)
Défendeur	SASU SUEZ SERVICES FRANCE DENOMMEE SASU DEGREMONT SERVICES COMPAGNIE GROUPAMA D'OC SOCIETE SYSTEME S&P GMBH	ALCHIMIE AVOCATS (Cour) CATHERINE HOULL & ASSOCIES SCP ARCHE AVOCATS
05)	DOSSIER N° 2304720	RAPPORTEURE: Madame Lucie CUNY
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 20 juin 2023 rejetant le recours administratif préalable obligatoire ainsi que la demande d'autorisation d'instruction en famille de l'enfant Anna au titre de l'année scolaire 2023-2024.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Consorts B	SELAS NAUSICA (Cour)
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE TOULOUSE	

09 heures 00

06)	DOSSIER N° 2301698	RAPPORTEURE: Madame Adèle LEJEUNE
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 22 décembre 2021 de refus de délivrance d'une carte professionnelle d'exercice des activités privées de sécurité.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B	SCP CORMARY & BROCA (Cour)
Défendeur	CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE	Directeur
07)	DOSSIER N° 2301893	RAPPORTEURE: Madame Adèle LEJEUNE
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 24 mars 2023 portant suspension immédiate pour une durée de 5 mois du droit d'exercer la profession de médecin spécialiste.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur D	Maître LABRO Pauline
Défendeur	AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE	
08)	DOSSIER N° 2302262	RAPPORTEURE: Madame Adèle LEJEUNE
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2022 portant obligation de traitement de l'insalubrité des locaux de l'immeuble situé au 5 impasse Léonard de Vinci à Blagnac (31) ainsi que la décision de rejet de son recours gracieux.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	M	LAGORCE & BILLIAUD AVOCATS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	
Observateur	AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE	

09 heures 00

09)	DOSSIER N° 2302427	RAPPORTEURE: Madame Adèle LEJEUNE
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 2 septembre 2023 rejetant l'octroi du bénéfice des mesures prises en faveur des harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives et assimilés en réparation des préjudices résultant de leurs conditions d'accueil en France.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur K	HIRTZLIN-PINÇON OLIVIER (Cour)
Défendeur	OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	Directrice générale
10)	DOSSIER N° 2304388	RAPPORTEURE: Madame Lucie CUNY
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 16 juin 2023 refusant le passage en classe de seconde générale de l'enfant Lily et l'orientant en première année de certificat d'aptitude professionnelle.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame M Madame E	Maître GALINON Laure (Cour) Maître GALINON Laure (Cour)
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE TOULOUSE	
11)	DOSSIER N° 2304600	RAPPORTEURE: Madame Lucie CUNY
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 7 mars 2023 portant réglementation de la circulation sur la RD 200 dénommée "la corniche" sur la commune de Rocamadour (46) ainsi que la décision de rejet du recours gracieux en date du 16 juin 2023.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M	Maître FAIVRE-VILOTTE Vincent (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE ROCAMADOUR	Maître LARROUY-CASTÉRA Xavier

09 heures 00

12)	DOSSIER N° 2305613	RAPPORTEURE: Madame Lucie CUNY
-----	--------------------	--------------------------------

Titre de l'affaire Demande d'annulation de la décision du 25 août 2023 refusant le bénéfice du dispositif d'aide prévu par le décret n°2018-1320 à destination des enfants d'anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives de statut civil de droit local et assimilés.

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur

Monsieur B

Monsieur B

Défendeur

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES
DE GUERRE

Directrice générale

Arrêté le 16/02/2026